

# Total en Asie Centrale : enjeux stratégiques et éthiques d'un bon développement industriel

Jean-Baptiste Noé<sup>1</sup>, *Outre-Terre*, n°48, 1<sup>er</sup> trimestre 2017.



## Table des matières

|  |    |
|--|----|
| Introduction.....  | 2  |
| 1/ Total en Asie Centrale : forte antériorité historique, faible présence humaine et productive..... | 3  |
| 1/ La présence actuelle de Total .....   | 3  |
| 2/ Des gisements prometteurs .....   | 4  |
| 3/ Historique de l'implantation de Total.....  | 5  |
| Kazakhstan.....  | 6  |
| Les spécificités de Kashagan .....   | 6  |
| Azerbaïdjan .....  | 8  |
| Tadjikistan.....   | 9  |
| II/ Sortir les hydrocarbures, les enjeux des réseaux .....   | 9  |
| 1/ Un environnement difficile .....  | 9  |
| 2/ Les dangers de la guerre économique .....   | 10 |
| 3/ Développer les pipelines .....  | 11 |
| III/ Les enjeux éthiques et sociaux au regard de la géopolitique .....                               | 12 |
| 1/ De hautes ambitions éthiques.....   | 12 |
| 2/ La mise en application des valeurs éthiques .....   | 13 |
| 3/ La coopération internationale.....  | 13 |
| Conclusion.....  | 13 |

<sup>1</sup> Chercheur associé, université Paris-Sorbonne.

## Introduction

L'Asie Centrale est loin de représenter une région importante dans la production énergétique de Total. En 2016, l'énergie (gaz et pétrole) issue de cette région représente à peine 1% de l'énergie produite par Total. C'est donc une région mineure pour la production actuelle, mais une région toutefois importante au regard de deux facteurs : le potentiel énergétique de la zone et la centralité de celle-ci, notamment pour le passage des hydrocarbures par voie terrestre pour rejoindre le Pakistan, l'Inde et la Chine. Dans la région, Total bénéficie d'une longue antériorité historique, puisque l'entreprise a commencé ses activités dès la chute du communisme. Les liens de confiance établis avec le partenaire russe permettent notamment de faciliter l'accroissement de la présence de Total dans la région. De nombreuses incertitudes demeurent toutefois, liées notamment à l'instabilité de la zone, surtout en ce qui concerne les pays riverains de la zone Caspienne<sup>2</sup>.

La mer Caspienne se révèle avoir un fort potentiel énergétique, que certains géologues estiment comparable à celui de la mer du Nord. Ce potentiel est sans cesse revu à la hausse, du fait des nouvelles découvertes et des opérations de prospection qui sont menées, notamment depuis que la zone s'est ouverte au reste du monde avec la chute de l'URSS. Si le potentiel est important, le pétrole de la Caspienne est toutefois compliqué à exploiter, du fait de l'isolement de la mer d'une part, des conditions climatiques extrêmes, et de la faiblesse des rattachements aux autres pays d'autre part. Ce qui suppose de construire au préalable de nombreux pipelines, ce qui ne fait que renforcer le coût des investissements, et donc retarder les bénéfices engendrés.

Dans un monde pétrolier où les cartes semblent données et figées, la mer Caspienne apparaît un peu comme une nouvelle frontière, car les acteurs ne sont pas encore complètement installés. Il est possible de s'y immiscer, de passer de nouveaux contrats et de mettre cette zone en exploitation. D'autant qu'aux acteurs traditionnels venus d'Europe et d'Amérique s'ajoutent des entreprises chinoises, du fait de la proximité géographique, et également des besoins énergétiques de la Chine. Dans un monde où les réserves en hydrocarbures sont assez bien connues, toute nouvelle découverte est importante pour accroître le stock disponible et ainsi répondre à la demande mondiale qui ne cesse d'augmenter. La faiblesse des prix du baril est toutefois un frein à de nouveaux investissements ainsi qu'à l'exploitation des champs compliqués. Or c'est le cas de la plupart des champs de la Caspienne, soit que ceux-ci soient très profonds, soit que les conditions climatiques soient rudes, du fait de la faiblesse des températures.

Pour Total, la mer Caspienne est donc à la fois un enjeu pour le futur et un défi pour le présent, défi tout aussi bien pour ses ingénieurs, qui doivent répondre aux contraintes techniques, que pour sa volonté d'être une entreprise irréprochable sur le plan moral et social. Total doit réussir à préserver et à renforcer sa responsabilité sociale, tout en affrontant le grand jeu de la guerre

---

<sup>2</sup> La Documentation Française, *Mer Caspienne : enjeux pétroliers*, août 2005.

économique et des rivalités des autres majors. L'exploitation du pétrole et du gaz en mer Caspienne est donc un test majeur pour l'entreprise. En dépit de la faiblesse des stocks de pétrole et de gaz au regard de ses autres champs d'hydrocarbures, c'est une partie essentielle qui se joue en mer Caspienne ; une partie où il faut en être.

## 1/ Total en Asie Centrale : forte antériorité historique, faible présence humaine et productive

La zone Asie Centrale est regroupée chez Total dans la région CEI, Communauté des États Indépendants, qui regroupe quatre pays : le Kazakhstan, l'Azerbaïdjan, le Tadjikistan et la Russie. C'est surtout la Russie qui est riche en hydrocarbure et qui apporte une part conséquente du pétrole et du gaz exploités dans cette région, ce qui fausse un peu les chiffres émanant de l'Asie Centrale, puisque plusieurs gisements russes ne se trouvent pas dans cette zone, mais en Sibérie.

### 1/ La présence actuelle de Total

En 2016, la présence de Total dans la zone est forte de 25 années d'histoire, puisque la plupart des exploitations de gisement ont commencé au début des années 1990, dans la foulée de la disparition du système communiste.

**Kazakhstan** : Total y est présent depuis 1992. 70 personnes travaillent dans ce pays. Les conditions y sont difficiles puisque l'amplitude thermique du champ de Kashagan atteint 80°C.

**Azerbaïdjan** : Total y est présent depuis 1996. 30 personnes y travaillent. Le principal champ est celui d'Absheron, découvert en 2011.

**Tadjikistan** : les activités d'exploration ont débuté en 2013. Total est présent sur le champ de gaz Bokhtar, qui est considéré comme l'un des plus prolifiques au monde.

**Russie** : Total y est présent depuis 1991, mais des activités avaient commencé dès la fin des années 1980, avant la disparition de l'URSS. 670 employés de Total travaillent actuellement en Russie<sup>3</sup>.

Même si ce pays a des territoires en Asie Centrale, les explorations énergétiques de Total n'y sont pas installées, Total étant surtout présent en Sibérie et au large du cercle polaire arctique. La Russie n'entre donc pas dans le cadre de notre étude. Par ailleurs, les relations avec ce pays sont bonnes. Christophe de Margerie, alors PDG de Total, s'était opposé aux sanctions économiques imposées à ce pays, ce qui avait particulièrement plu au gouvernement russe. Les projets de coopération entre les deux pays ne cessent de s'intensifier.

---

<sup>3</sup> Ces chiffres sont issus du site institutionnel de Total, [www.total.com](http://www.total.com)

## 2/ Des gisements prometteurs

Dans cette partie du monde, Total exploite aussi bien du pétrole que du gaz. L'Asie Centrale est d'autant plus intéressante qu'outre la présence importante d'hydrocarbure dans ses gisements, la région bénéficie d'une situation géographique particulièrement favorable, à faible distance de l'Europe d'une part et de l'Asie orientale d'autre part. Se pose bien sur la question de la stabilité politique de la zone, et notamment des pays environnants. L'Afghanistan est en effet l'un des pays que doivent traverser les pipelines pour exporter la production vers l'Asie, ce qui n'est guère facilité par la dissolution du cadre étatique et la situation de guerre et de conflit que ce pays continu de connaître.

**Le gisement du Kashagan** est l'un des plus prometteurs du monde, mais aussi l'un des plus coûteux et des moins profitables. Situé au nord de la Caspienne, dans les eaux territoriales du Kazakhstan, il a été découvert au cours des années 1990. C'est à ce jour le plus grand gisement découvert depuis les années 1970. Mais les conditions climatiques sont particulièrement rudes : la Caspienne est gelée une grande partie de l'année, de même que la Volga, le fleuve par où transite le matériel nécessaire à l'exploitation. Ce gisement se trouve à plus de 4 000 mètres de profondeur, à quoi il faut ajouter une très forte teneur en soufre (20%). De plus, ce gisement off-shore se trouve à 75 km des côtes, ce qui complique la liaison avec la terre. Les promesses du Kashagan n'ont toujours pas été tenues et nombreuses sont les sociétés pétrolières qui se sont retirées, après y avoir perdu beaucoup d'argent. Si les réserves de pétroles y sont estimées à 13 milliards de barils, les frais investis s'élèvent pour l'instant à 50 milliards de dollars. Un début de pompage avait commencé en septembre 2013, aussitôt interrompu à cause de fuite dans les soudures des pipelines. Sauf qu'à l'époque le baril de pétrole flirtait avec les 100\$. Au prix du baril actuel, le gisement n'est plus rentable, mais il est difficile de faire marche arrière, compte tenu des frais investis et des infrastructures déjà créées. Les experts pétroliers estiment que le gisement n'est pas rentable à moins de 60\$ le baril. Total possède 16% des parts du consortium d'exploitation, les autres compagnies présentes étant ENI, Shell, Exxon, Inpex (Japon), CNPC (Chine) et KazMunaiGaz (Kazakhstan).

**Le champ gazier d'Absheron** est l'autre grand gisement hydrocarbure de la mer Caspienne. Situé à 25 km de Bakou, il est exploité par trois compagnies, Total, GDF Suez et la Socar, la compagnie nationale d'Azerbaïdjan. Le projet était initialement porté par Chevron, mais l'entreprise américaine l'a quitté en 2009. C'est alors que Total est intervenu, découvrant des gisements très prometteurs de gaz en 2011, d'où l'alliance avec GDF Suez. Total estime que l'exploitation pourra commencer fin 2021 début 2022.

**Le gaz de Bokhtar.** Total a signé en 2012 un accord de partenariat portant à 33,33% sa participation dans le contrat de production de Bokhtar. Les deux autres partenaires sont la société

chinoise CNPC et Kulob Petroleum, qui est l'opérateur national. Ce gisement de gaz est non seulement prometteur, mais il permettrait en plus à Total de compléter sa présence gazière dans la mer Caspienne, dont les ressources en hydrocarbures sont estimées comme étant très importantes. Cela permettrait à la compagnie française de faire face à l'accroissement de la demande en hydrocarbure et des besoins de plus en plus importants de la consommation mondiale, notamment chez les pays émergents.

### 3/ Historique de l'implantation de Total

#### Production de Total en CEI<sup>4</sup>

| <b>Année</b> | <b>Production en kbep/j<sup>5</sup></b> | <b>% par rapport à la production totale du groupe</b> |
|--------------|---|---|
| 2002         | 5                                       | 0,3   |
| 2003         | 8                                       | 0,3   |
| 2004         | 9                                       | 0,3   |
| 2006         | 8                                       | 0,5   |
| 2007         | 19                                      | 1   |
| 2008         | 26                                      | 1   |
| 2009         | 24                                      | 1   |
| 2010         | 24                                      | 1   |
| 2011         | 119                                     | 5   |
| 2012         | 195                                     | 8   |
| 2013         | 227                                     | 10  |
| 2014         | 249                                     | 12  |

Le fort taux d'accroissement à partir de 2011 est dû au pétrole russe, dont la production est passée de 10 kbep/j en 2010 à 105 kbep/j en 2011. Cela provient du champ de Khariaga et de la participation de Total dans Novatek.

En 2016, la production au Kazakhstan n'ayant pas encore commencé et celle en Azerbaïdjan s'étant fortement réduite, c'est la Russie qui est le principal pourvoyeur en énergie pour la partie CEI. Quant au pétrole et au gaz d'Asie Centrale, c'est-à-dire de la mer Caspienne, il ne représente qu'une partie très négligeable de la production de Total.

<sup>4</sup> Chiffres issus des rapports annuels de Total.

<sup>5</sup> bep : baril équivalent pétrole. Terme utilisé pour comparer la valeur énergétique du gaz par rapport au pétrole brut.  
1 125 m<sup>3</sup> de gaz = 7,4 bep.

Kbep/j : millier de bep par jour.

## Kazakhstan

Dès 1989, Total a signé un partenariat avec l'URSS afin d'exploiter des gisements à l'ouest de l'Oural. La présence de l'entreprise en Asie Centrale débute réellement en 1993, quand Total participe à un important programme sismique en mer Caspienne, dans les eaux territoriales du Kazakhstan. Le rapport annuel de l'entreprise est plutôt laudatif : « Total a signé un accord de partenariat avec six autres sociétés pétrolières internationales, à l'intérieur d'un consortium, pour mener des travaux de géophysique sur une zone de la mer Caspienne à fort potentiel. Cette étude sismique portant sur 100 000 km<sup>2</sup> est la plus vaste jamais effectuée<sup>6</sup>. » le champ énergétique ne porte pas encore le nom de Khasagan. C'est l'un des plus grands défis de l'industrie pétrolière, tant les conditions d'exploitation sont compliquées.

### Les spécificités de Kashagan<sup>7</sup>

Le champ géant de Kashagan est l'un des projets les plus complexes jamais menés par l'industrie pétrolière. Lancé en 2004, son développement a nécessité le déploiement de moyens hors normes et la mise en œuvre de solutions innovantes à grande échelle. De nombreux défis ont dû être relevés pour démarrer la production de la phase 1 du projet Kashagan.

**Des défis logistiques :** la faible profondeur d'eau (3 à 4 mètres) et l'enclavement de la mer Caspienne, où est situé Kashagan, ne permettaient pas d'utiliser les techniques offshore classiques ni de faire passer des plateformes adaptées. Des îles artificielles ont donc dû être construites. De plus, les températures extrêmes en hiver (jusqu'à -40°C) rendent les conditions d'exploitation difficiles pendant la période d'octobre à mars où la mer est gelée. Pour protéger les installations des énormes plaques de glace dérivantes, des digues géantes ont été élevées.

### **Des défis techniques :**

- Le réservoir d'huile de Kashagan est enfoui à - 4 200 mètres, en condition de hautes pressions (770 bars). Ces caractéristiques exigent une expertise de pointe en matière de forage et d'architecture de puits.
- La présence de sulfure d'hydrogène, gaz très acide, nécessite de recourir à des procédés d'adoucisement du gaz associé, à une métallurgie adaptée résistant à la corrosion ainsi que de mettre en place des mesures de sécurité drastiques.
- Le gaz associé sera en grande partie réinjecté dans les couches géologiques d'origine, sous de fortes pressions : un véritable défi industriel.

---

<sup>6</sup> Source : Rapport annuel, 1994.

<sup>7</sup> Nous citons ci-dessous le communiqué de presse de Total, en date du 11 septembre 2013, qui explique les spécificités du gisement. Celui-ci peut être consulté à l'adresse suivante : <http://www.total.com/fr/medias/actualite/actualites/Total-et-ses-partenaires-demarrent-le-champ-de-Kashagan-au-Kazakhstan?xtmc=kashagan&xtnp=1&xtr=1>

**Des défis environnementaux** : le nord de la mer Caspienne est une importante zone de migration et de développement d'oiseaux uniques à cette région et de poissons comme l'esturgeon. La préservation de l'environnement sur ce champ à l'écosystème fragile est une priorité pour la compagnie opératrice, qui établit des partenariats responsables avec les ONG.

Les travaux sismiques s'achèvent en 1997, après cinq ans de prospection<sup>8</sup>. En novembre 1997, Total signe avec l'État un contrat de partage de production sur une zone couvrant environ 6 000 km<sup>2</sup>. Ce contrat fait suite à la plus importante campagne sismique menée, puisque 26 180 km de lignes ont été tirés entre fin 1993 et mai 1997, sur une surface totale de 100 000 km<sup>2</sup>. Le premier forage sur Kashagan débute en juillet 1999. Le rapport annuel de 2001 se montre très positif sur le futur de ce puits : « Les résultats des premiers puits d'exploration et d'appréciation forés sur Kashagan ont permis de mettre en évidence une découverte géante, confirmant la place de la mer Caspienne septentrionale comme une province pétrolière majeure<sup>9</sup>. » La participation de Total dans le gisement Kashagan ne cesse de croître : 14,3% à ses débuts, 16,7% au début des années 2000 et 20,4% en 2003. En avril 2005, 1,85% est cédé à KazMunayGas, la compagnie nationale, portant l'intérêt de Total à 18,5%. La production de Total en CEI n'a cessé de croître, passant de 5 kbep/j en 2002 à 8 kbep/j en 2003 et à 9 kbep/j en 2004. Ce qui reste malgré tout très faible par rapport à la production totale de l'entreprise, puisque cela représente 0,3% de la production totale du groupe. En 2004, le groupe voit l'avenir de façon positive pour le Kashagan puisque le rapport annuel estime que la production pourra commencer en 2008, avec un débit initial de 75 kbep/j qui sera porté à 450 kbep/j (en 2007, la production du champ est estimée à 1 500 kbej/j). En 2006, le début de la production est repoussé à 2010. Des prévisions réalistes mais qui se sont finalement révélées erronées puisque la production n'a commencé qu'en 2016, 23 ans après le début des premières recherches sismiques. En effet, celle-ci a initialement débuté en septembre 2013, donc avec 5 ans de retard par rapport à ce qui était prévu, mais elle a dû être arrêtée en octobre 2013 à cause de fuites sur les pipelines. Les tuyaux ont dû être remplacés sur près de 100 km. La reprise de la production a recommencé le 14 octobre 2016, avec succès cette fois. Les fuites ont donc engendré un retard de 3 ans, pour une mise en production arrivée avec huit années de retard par rapport à ce qui était annoncé en 2004.

Le litige opposant les sociétés étrangères, membres du consortium NCSPSA (*North Caspian Sea Production Sharing Agreement*), et les autorités kazakhes à partir d'août 2007 a été résolu en octobre 2008. Suite à cela, la part de Total est réduite, passant de 18,52% à 16,81%. Le modèle opératoire est revu et le rôle d'opérateur est confié à une société conjointe d'opérations, *North Caspian Operating Company* (NCOC). Celle-ci supervise l'ensemble des opérations, ainsi que le calendrier, les études conceptuelles et les relations avec les autorités kazakhes. NCOC utilise le

---

<sup>8</sup> Les données ci-dessous sont issues des différents rapports annuels de Total, couvrant les années 1990-2015.

<sup>9</sup> Source : Rapport annuel, 2001.

système de management de Total, qui pourvoit également au poste de directeur général de cette société.

En 2012, Total a acquis une participation de 75% dans deux blocs d'exploration onshore, les blocs Nurmunai « Nord » et « Sud ». Ces deux blocs couvrent une superficie de 14 500 km<sup>2</sup> et sont situés dans le Sud-Ouest du pays.

## **Azerbaïdjan<sup>10</sup>**

En 1997, Total fait son entrée dans l'exploitation des énergies en Azerbaïdjan puisque deux contrats de partage de production sont signés, l'un sur le permis de Lenkoran Talysh Deniz, où Total intervient à hauteur de 10%, l'autre sur celui d'Absheron, où Total est présent à hauteur de 20%. Le forage des deux puits a commencé en 2000. Pour prometteurs qu'ils soient, ces gisements ne représentent qu'une faible part des réserves et de la production en gaz et pétrole. En février 2003, Total lance le développement de la phase 1 du champ de gaz de Shah Deniz. Dans le même temps, l'entreprise débute la construction d'oléoduc permettant l'exportation de la production à venir. En août 2002 est lancée la construction de l'oléoduc Bakou Tbilissi Ceyhan (dont Total est propriétaire à hauteur de 5%). Il doit relier Bakou à la Méditerranée. Il est d'une longueur de 1 770 km et d'une capacité annuelle de 950 kbep/j. La *South Caucasian Company* (dont Total est propriétaire à hauteur de 10%) commence en 2002 la construction d'un gazoduc entre Bakou et la frontière turque. En 2002 toujours, Total met fin à l'exploration sur les permis Talysh et Absheron. Le premier puits de Shah Deniz a été mis en production en décembre 2006, ce qui a permis les premières ventes de gaz à l'Azerbaïdjan. En novembre 2006, le gazoduc SCPC a été mis en service, ce qui permet d'acheminer le gaz de Shah Deniz sur les marchés turc et géorgien. L'oléoduc BTC a lui aussi été mis en service en 2006, avec un premier chargement qui s'est effectué à Ceyhan en Turquie, au mois de juin<sup>11</sup>. Fort de ces deux routes de sorties, Total peut désormais intensifier la production de ces champs de gaz et de pétrole. La production est montée à 18 kbep/j en 2008 et à 20 kbep/j en 2013. Le BTC a une capacité d'1,2 Mbep/j<sup>12</sup>.

En 2009, Total reprend ses activités sur le bloc offshore d'Absheron, après sept ans d'interruption. Un contrat d'exploration est signé avec la compagnie nationale, SOCAR, qui assure le développement et le partage de la production. Une société commune est créée pour conduire les opérations. Celle-ci est détenue à 40% par Total et à 60% par SOCAR.

La participation de Total s'arrête en 2014 : l'entreprise cède sa participation dans le champ de Shah Deniz ainsi que dans le gazoduc de la SCPC. De même, Total cède sa participation dans le projet de gazoduc Trans Adriatic Pipeline pour un montant de 1,5 milliard de dollars. « La vente de notre participation dans Shah Deniz reflète la gestion dynamique du portefeuille du Groupe et s'inscrit

---

<sup>10</sup> Les données présentes dans cette partie sont issues des rapports annuels de Total, couvrant la période 1990-2015.

<sup>11</sup> La construction de cet oléoduc se fait avec l'accord des États-Unis, qui y voient un moyen de concurrencer la Russie et Gazprom. Cf. Thierry Kellner, « États-Unis et Kazakhstan, un partenariat enraciné », *Diploweb*, février 2010.

<sup>12</sup> Million de baril équivalent pétrole par jour.



dans le choix d'allouer en priorité nos investissements à des actifs plus stratégiques pour le Groupe » a déclaré Michael Borrell, directeur Europe Continentale et Asie Centrale Exploration Production de Total. « Cette vente est une nouvelle avancée dans le cadre de notre programme de cessions. Suite à cette opération, le Groupe aura cédé près de 16 milliards de dollars d'actifs depuis 2012, en ligne avec son objectif de 15-20 milliards de dollars de cessions<sup>13</sup>. »

En 2013, des accords de vente de gaz ont été signés avec des acheteurs européens pour un volume total de plus de 10 Gm<sup>3</sup>/an<sup>14</sup>. Le transport de ces volumes devrait se faire à partir de 2021 via le Trans Anatolian pipeline (Tanap) à travers la Turquie, qui devrait relier la Turquie à l'Italie et dans lequel Total a acquis une participation de 10% en juillet 2013.

### **Tadjikistan<sup>15</sup>**

Total débute sa présence dans ce pays en 2013, en acquérant une participation de 33,3% dans le bloc Blokhtar. Des études environnementales et sociétales sont menées puis une campagne sismique est lancée en 2014.

## **II/ Sortir les hydrocarbures, les enjeux des réseaux**

### **1/ Un environnement difficile**

L'exportation du gaz et du pétrole produits s'avère être compliquée du fait de l'instabilité de la zone. L'Afghanistan constitue un passage obligé pour relier l'Inde et le Pakistan. Sa situation politique trouble rend délicat le passage des pipelines. Les montagnes sont tenues par les talibans, ce qui oblige à négocier avec eux, avec le risque de pot-de-vin et de corruption que cela suppose. Pour Total, l'enjeu est donc tout autant technique qu'éthique. Si faire passer des pipelines dans une zone montagneuse est un beau défi pour ses ingénieurs, négocier avec les tribus contrôlant les zones traversées l'est tout autant. D'où la nécessité d'établir des normes anticorruption communes : si une entreprise refuse la corruption, il faut que toutes s'alignent sur cette voie en la refusant également. Ces problèmes se posent pour l'ensemble des pays où les majors interviennent, la plupart d'entre eux étant dirigés par des hommes peu attachés aux principes de la démocratie. Il en va de même pour le Pakistan et l'Inde, où le risque de corruption est là aussi très fort. Si Total met en avant sa responsabilité sociale d'entreprise dans le respect des normes environnementales et l'attention portée à ses salariés, il ne peut pas négliger le respect du marché ouvert et le refus de toute corruption avec les gouvernements en place.

---

<sup>13</sup> Source : Communiqué de presse de Total, 30 mai 2014.

<sup>14</sup> Milliard de m<sup>3</sup> par an.

<sup>15</sup> Les données présentes dans cette partie sont issues des rapports annuels de Total, couvrant la période 2013-2015.

Les deux autres pays clefs pour le transit sont la Turquie et la Géorgie. La Turquie est un des pays axiaux pour le transit du pétrole entre l'Asie et l'Europe, et pas seulement celui de la Caspienne<sup>16</sup>. Nombreux sont les pipelines, existants et en projets, qui traversent le plateau anatolien. On comprend donc l'importance de la stabilité du pays, d'autant que c'est l'un des rares pays de la région qui soit stable sur le plan politique. La Turquie permet également d'éviter de transiter par la Russie, ce qui peut ainsi servir de pression sur le gouvernement de Vladimir Poutine. Si les sanctions économiques à l'encontre de Moscou devaient durer, la voie turque pourrait être valorisée. Du fait de son adhésion à l'OTAN, la Turquie est également un allié de poids des États-Unis dans la région, d'où l'insistance de ces derniers pour assurer son entrée dans l'Union européenne.

Quant à la Géorgie, ce n'est certes pas un pays producteur d'hydrocarbures, mais c'est un pays important pour le transit. C'est par ce pays que peuvent transiter les exportations de pétrole et de gaz de la Caspienne vers la mer Noire et donc ensuite vers l'Europe ; là aussi en évitant la Russie. Les ports géorgiens de Soupsa et de Batoumi font concurrence au port russe de Novorosiisk pour les exportations de pétrole via la mer Noire. Le passage par la Géorgie permet également de désengorger le détroit du Bosphore, et ainsi de soulager cette voie d'exportation. Ces pipelines assurent de plus d'importants subsides aux pays, estimées entre 60 et 100 millions de dollars pour la Géorgie et 200 à 300 millions pour la Turquie. Autant dire que ces acteurs jouent là aussi un rôle important, étant les continuateurs du pétrole et du gaz extraient en mer Caspienne. Les dangers de corruption s'avèrent non négligeables. Là aussi, les entreprises doivent veiller à conserver de bonnes pratiques commerciales.

## 2/ Les dangers de la guerre économique

D'autant que de nouveaux acteurs sont entrés dans le grand jeu pétrolier en la personne des ONG et des associations humanitaires. Total en a fait les frais en Birmanie, où l'entreprise a subi une attaque virale internationale portant sur les conditions de travail des ouvriers birmans. Le dossier birman a été très compliqué à gérer pour l'entreprise et a nui à son image, même si celle-ci était finalement innocente et même si les conditions de travail étaient finalement bonnes. Mais dans la guerre économique que se livrent les entreprises, tous les coups semblent permis pour déstabiliser l'adversaire, pour porter atteinte à son image et à son prestige par une communication négative et par le ralliement des journaux et des relais d'influence. Nombreuses sont les entreprises françaises qui l'ont appris à leurs dépens. Il n'est pas rare que les ONG soient financées par des entreprises concurrentes, qui se servent d'elles pour déstabiliser un acteur du marché afin de lui prendre ses parts. Il est donc absolument nécessaire pour les entreprises de se doter d'un pôle de communication adapté pour contrer les attaques qui pourront être faites sur sa façon de travailler

---

<sup>16</sup> La Documentation Française, *Mer Caspienne : enjeux pétroliers*, août 2005.

et pour contrecarrer les entreprises de désinformation et de déstabilisation. Force est de constater que sur ce point Total, comme bon nombre d'entreprises françaises, est en retard. Il faut être capable de bâtir une communication transparente qui explique ce que l'on fait et comment on le fait, afin de délivrer de bonnes informations et d'éviter ainsi que des rumeurs soient lancées dans le cadre de politique de déstabilisation. L'exemple birman n'a, sur ce point, pas vraiment servi d'exemple aux compagnies étrangères.

L'autre élément problématique de la guerre économique est l'usage du dollar<sup>17</sup>. Les entreprises qui l'utilisent peuvent, de ce fait, être attaquées par la justice américaine, même si les opérations États-Unis ne se sont pas effectuées sur le sol des États-Unis. Cela permet à la justice américaine d'imposer des amendes colossales aux entreprises (8,9 milliards de dollars infligés à la BNP) et aussi de contrôler les entreprises en leur imposant une mise aux normes selon le droit américain en vigueur. Cette extraterritorialité du droit américain est un des éléments essentiels de la puissance des États-Unis, qui peuvent ainsi imposer leur force et leur domination par la voie légale. Il suffit qu'un pays soit placé par les États-Unis sur la liste des pays sous embargo, comme ce fut le cas de l'Iran avant la signature des traités commerciaux, pour que les entreprises qui commercent avec lui puissent être attaquées par la Cour de New-York. Cela n'est pas sans poser des problèmes à Total, comme à d'autres entreprises. Dans ces conditions, il devient difficile de faire passer un pipeline par l'Iran, sauf depuis que les accords commerciaux ont été conclus, mais cela peut aussi s'avérer difficile avec des pays comme l'Afghanistan et la Géorgie, si jamais les États-Unis décidaient de les placer sur la liste des pays interdits. On voit également que les sanctions économiques à l'égard de la Russie, imposées par les États-Unis et appliquées par l'Union européenne, nuisent aux échanges commerciaux entre Total et ce pays. Les règles de libre-échange et de liberté commerciale revendiquées pourtant par les États-Unis ne sont pas toujours respectées par ce pays. Ici, les questions de géopolitique et de guerre économique ne peuvent être éludées, même si le dossier n'apparaît de prime abord que technique. Les ingénieurs doivent alors laisser le pas aux juristes et aux communicants pour contrer les attaques dont leur entreprise peut être l'objet.

### 3/ Développer les pipelines

Dans le but d'exporter les hydrocarbures de la Caspienne, Total s'intéresse au projet de gazoduc entre l'Asie centrale et l'Inde, dont la consommation énergétique ne cesse de croître. Ce tube doit permettre de relier le Turkménistan au Pakistan et à l'Inde, en passant par l'Afghanistan ; ce qui provoque les problèmes mentionnés plus haut. Exxon, Chevron et Petronas sont également

---

<sup>17</sup> Hervé Juvin, *La guerre du droit pénal américain aura-t-elle lieu ?*, EuroGroup Consulting, juin 2016. Les États-Unis font appliquer leur droit de façon unilatérale et extraterritoriale partout dans le monde. BNP Paribas, Crédit Agricole, Alstom, Sanofi ont été attaqués par la Cour de Justice américaine et ont dû payer de très lourdes amendes. Total sera probablement attaqué un jour. Sous couvert de droit, c'est un racket organisé.

intéressés par la construction de ce tube. Ils pourraient ainsi mener un projet commun avec Total, les coûts de construction étant estimés à 7,5 milliards de dollars.

### III/ Les enjeux éthiques et sociaux au regard de la géopolitique

#### 1/ De hautes ambitions éthiques

Total est conscient de l'importance de la responsabilité sociale de son entreprise. Ébranlé par les crises des années 2000, notamment l'échouage de l'Erika, l'explosion de l'usine AZF et le scandale du travail en Birmanie<sup>18</sup>, Total a voulu intensifier l'attention portée aux enjeux éthiques et sociaux. Cette attention ne date pas des problèmes surgis au cours de la décennie 2000, mais cela a renforcé ce thème. Dans les rapports annuels de l'entreprise, plusieurs chapitres sont consacrés à ces points, et le groupe essaye de mettre en place une véritable politique de développement social, notamment en veillant au respect de la législation dans les pays où il intervient, ainsi qu'en renforçant la formation et la mobilité de ses salariés. Dans les rapports annuels, Total définit ainsi le thème de sa responsabilité sociale :

Total place la responsabilité environnementale et sociétale au cœur de ses activités et se fixe les principes suivants :

Assurer la sécurité des personnes et de ses installations ;

Limiter son empreinte sur l'environnement ;

Veiller à la bonne application de son Code de conduite dans sa sphère d'opérations ;

Intégrer les défis du développement durable dans la conduite de ses activités ;

Renforcer son intégration locale en mettant le dialogue avec ses parties prenantes au centre de sa politique et en participant au développement économique et social des zones où le Groupe est implanté ;

Promouvoir l'égalité des chances et favoriser la diversité et la mixité au sein de son personnel<sup>19</sup>.

Cette ambition éthique est couronnée de succès puisque Total est bien classé dans plusieurs indicateurs internationaux qui prennent en compte le respect de ces normes.

Total se réfère au guide de *reporting* de l'IPIECA (l'association globale de l'industrie pétrolière et gazière pour les sujets environnementaux et sociétaux), ainsi qu'à la GRI (*Global Reporting Initiative*). La performance CSR (*Corporate Social Responsibility*) de Total est évaluée par les agences de notations extra-financière. Total est présent de façon continue depuis 2001 dans l'indice FTSE4 Good (bourse de Londres) ainsi que dans les *Dow Jones Sustainability Indexes* (DJSI – bourse de New York). En 2014, le Groupe a figuré pour la onzième année consécutive dans cet indice depuis 2010. Total figure également dans le DJSI Europe depuis 2005<sup>20</sup>.

---

<sup>18</sup> Total a consacré un site dédié à ce dossier complexe : <http://www.total.com/fr/dossiers/total-au-myanmar-engagement-et-responsabilite>

<sup>19</sup> Total, *Document de référence*, 2014, p. 174.

<sup>20</sup> Total, *Document de référence*, 2014, p. 174.

Ces indices prenant en compte l'ensemble des activités du groupe, les activités menées en mer Caspienne y figurent donc. Si l'ambition est haute, cela peut sembler contradictoire avec le monde du pétrole et les contraintes géopolitiques que celui-ci suppose. Comme cela a été vu auparavant, les pays de la mer Caspienne sont dirigés par des gouvernements peu démocratiques, ce qui peut faire craindre des cas de corruption, et les contraintes environnementales sont grandes. Total est néanmoins décidé à respecter sa charte et à ne pas opposer ses activités économiques et ses ambitions éthiques.

## 2/ La mise en application des valeurs éthiques

Concernant les normes environnementales, des mesures de précaution ont été prises aux différents niveaux de l'exploitation des hydrocarbures de la Caspienne. La plupart du matériel nécessaire à l'exploitation du gaz et du pétrole de cette mer transite par la Volga. Or l'embouchure de ce fleuve possède un nombre important d'esturgeons qui vivent dans un milieu aquatique fragile. Des aménagements ont ainsi été réalisés pour ne pas dégrader le biotope de ces poissons et pour sauvegarder les périodes de reproduction. De même, concernant la Caspienne, dès que les fuites ont été constatées sur les tuyaux, les opérations de production ont été arrêtées. Cela a coûté trois ans de retard à Total. C'est là un choix politique, car il aurait été possible de maintenir la production en étant moins attentif à la pollution maritime.

## 3/ La coopération internationale

Une partie importante de la responsabilité sociale de l'entreprise consiste à favoriser le développement local des pays où le groupe intervient. Que ce soit en Afrique, où Total finance la construction d'écoles et d'infrastructures, ou au Moyen-Orient, où le groupe investit beaucoup dans des opérations de mécénat. En Caspienne, on a pu constater que Total s'est toujours allié aux opérateurs nationaux. C'est souvent par obligation et nécessité, afin de pouvoir bénéficier du contrat, mais c'est aussi une façon d'intégrer les collaborateurs locaux et de favoriser le développement des pays d'intervention. C'est ainsi que 90% des nouvelles embauches dans le groupe n'ont pas la citoyenneté française<sup>21</sup>.

## Conclusion

Après presque 25 ans de présence, l'activité de Total en Asie Centrale, dans les gisements de la mer Caspienne, demeure anecdotique au regard de l'importance des autres activités du groupe : 1% de ses activités totales. Toutefois, l'importance des gisements de la Caspienne dépasse le plan strictement comptable de sa production. Le gisement du Kashagan est en effet très prometteur. Une fois que la production aura atteint son rythme escompté, il comptera parmi l'un des plus importants au monde. Il est également important compte tenu des défis techniques qu'il représente, défis non

---

<sup>21</sup> Source : Tapport annuel, 2015.

encore complètement surmontés, qui expliquent les retards importants. Mais il y a là pour Total un moyen d'acquérir un savoir-faire majeur. Enfin, c'est un défi aussi sur le plan environnemental et éthique, qui oblige Total à appliquer ses principes et à ne pas en rester aux procédures de bonnes intentions. De cela naît une coopération internationale avec des acteurs mondiaux de première importance, notamment la Chine, l'Inde et l'Iran. Gisement mineur pour l'instant, la Caspienne a tout pour devenir un gisement majeur dans les années à venir, et croître ainsi en importance géopolitique. D'où l'importance d'en être, ce que réussit pour l'instant Total, avec des idées claires dans une zone compliquée.